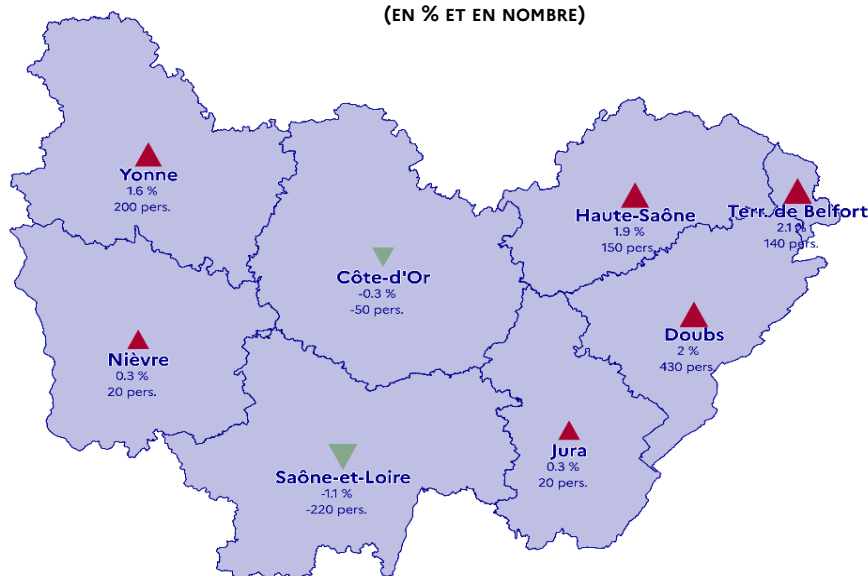


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS RÉGION BOURGOGNE - FRANCHE-COMTÉ

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 1^{ER} TRIMESTRE 2024
(EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
- 0,1 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2023

Source : France Travail-Dares, STMT

Au quatrième trimestre 2023

L'emploi salarié est quasiment stable au 4^e trimestre 2023 en Bourgogne-Franche-Comté et au niveau national. Hors intérim, l'emploi salarié se replie dans le commerce (-0,3 %) et la construction (-0,1 %). Dans l'industrie, l'emploi salarié redémarre légèrement (+0,2 %). Cependant, les effectifs baissent de nouveau dans la fabrication de matériels de transport : -0,3 % sur un trimestre et -3,0 % sur un an. L'emploi dans les services marchands hors intérim augmente légèrement (+0,2 %). Le recours à l'intérim diminue dans la plupart des secteurs d'activité. Le repli est particulièrement marqué dans la fabrication de matériels de transport, le commerce et l'industrie agroalimentaire. Le recours à l'activité partielle augmente au 4^e trimestre mais demeure à un niveau faible. Le nombre de foyers bénéficiaires du RSA (environ 57 450) est moins élevé qu'il y a un an (-3 %, soit -1 770).

Au premier trimestre 2024

Le volume d'heures autorisées au titre de l'activité partielle qui traduit les anticipations des employeurs, reste stable, excepté dans la construction où la mobilisation du dispositif a augmenté. Les défaillances d'entreprises sont plus nombreuses qu'il y a un an mais le nombre d'emplois menacés est stable. Sur le marché du travail, le nombre de demandeurs d'emplois sans activité (catégorie A) augmente de +0,7% alors qu'il diminue légèrement au niveau national (-0,1 %). Le nombre d'inscrits exerçant une activité réduite (catégories BC) se replie, ce qui stabilise le nombre de demandeurs d'emploi de catégories ABC. Les difficultés d'insertion concernent davantage les jeunes : le nombre d'inscrits en catégorie A augmente de 1 %. Si les femmes en recherche d'emploi sont plus souvent en activité réduite, les hommes semblent avoir moins bénéficié des opportunités d'embauches puisque leur demande d'emploi (catégorie A) est en hausse de 1,2 % (+0,1 % pour les femmes). Le flux moyen d'entrées à France Travail augmente, caractérisé par un nombre plus important de personnes s'inscrivant à la suite d'un licenciement économique ou d'une rupture conventionnelle.

CHIFFRES CLÉS

DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DONNÉES CVS)

Cat. A : **101 220** (+ 0,7 % sur un trim.)
Cat. B, C : **94 870** (- 0,5 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : **196 080** (+ 0,1 % sur un trim.)

TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

6,6 % au 4^{ème} trimestre 2023
+ 0,1 pt par rapport au 3^{ème} Trim. 2023
(France métropolitaine : 7,3 % ; + 0,1 pt)

EMPLOI SALARIÉ

997 090 au 4^{ème} trimestre 2023
+ 0,1 % par rapport au 3^{ème} Trim. 2023

RECOURS À L'INTÉRIM

34 140 intérimaires au 4^{ème} trimestre 2023
- 2,3 % par rapport au 3^{ème} Trim. 2023

La demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Bourgogne-Franche-Comté :

Données CVS-CJO

	T1 2024	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Catégorie A	101 220	+0,7	+1,6
Catégories B, C	94 870	-0,5	-1,5
Catégories A, B, C	196 080	+0,1	+0,1

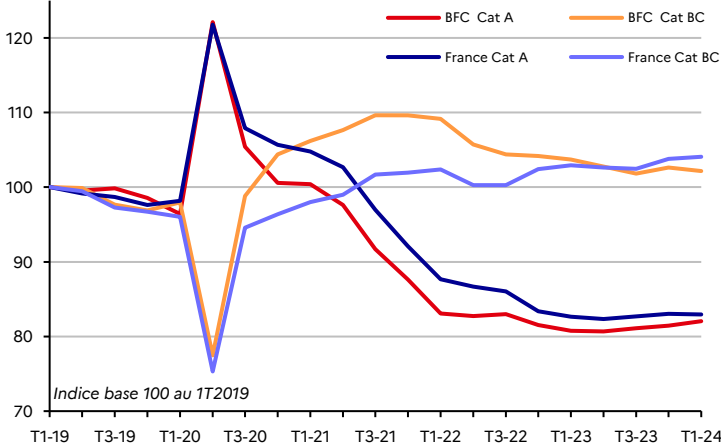
France métropolitaine :

Données CVS-CJO

	T1 2024	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Catégorie A	2 819 800	-0,1	+0,4
Catégories B, C	2 304 400	+0,3	+1,1
Catégories A, B, C	5 124 300	+0,1	+0,7

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à France Travail(1) - Catégories A et BC (série CVS-CJO)



Données CVS-CJO	BFC			France	
	T1 2024	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégorie A					
Hommes	53 040	+1,2	+3,0	0,0	+1,2
< 25 ans	7 920	+1,8	+5,5	+0,9	+6,0
25 - 49 ans	30 030	+1,2	+3,7	0,0	+1,1
50 ans et plus	15 090	+0,9	+0,3	-0,4	-1,0
Femmes	48 170	+0,1	0,0	-0,2	-0,5
< 25 ans	6 760	+0,1	+3,8	+0,1	+4,4
25 - 49 ans	27 730	+0,1	+0,5	-0,2	-0,5
50 ans et plus	13 690	+0,1	-2,8	-0,6	-2,8
Total	101 220	+0,7	+1,6	-0,1	+0,4
< 25 ans	14 680	+1,0	+4,7	+0,5	+5,3
25 - 49 ans	57 760	+0,7	+2,2	-0,1	+0,3
50 ans et plus	28 770	+0,5	-1,2	-0,5	-1,8

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T1 2024	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	96 310	+0,6	+1,3	+0,2	+1,6
< 25 ans	13 510	+0,3	+2,7	+0,3	+5,1
25 - 49 ans	57 070	+0,7	+1,3	+0,3	+1,4
50 ans et plus	25 730	+0,5	+0,7	+0,1	+0,3
Femmes	99 770	-0,3	-1,1	-0,1	-0,2
< 25 ans	12 140	-0,2	+1,1	-0,3	+3,3
25 - 49 ans	58 230	-0,4	-1,5	0,0	-0,3
50 ans et plus	29 400	-0,2	-1,4	-0,3	-1,2
Total	196 080	+0,1	+0,1	+0,1	+0,7
< 25 ans	25 650	0,0	+1,9	0,0	+4,2
25 - 49 ans	115 300	+0,1	-0,1	+0,1	+0,5
50 ans et plus	55 130	+0,2	-0,4	-0,1	-0,5

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

(1) L'opérateur France Travail était jusqu'au 31 décembre 2023 l'opérateur Pôle emploi.

Depuis 2018, la publication commune Dares-France Travail est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T1 2024	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Moins de 1 an	109 410	+0,1	+1,8	-0,4	+1,3
DELD :					
1 à 2 ans	38 280	+1,6	+5,4	+2,4	+9,3
2 à 3 ans	16 870	+0,6	-5,3	+1,6	+0,5
3 ans et plus	31 530	-1,8	-8,3	-2,1	-10,0
Total DELD	86 680	+0,2	-2,0	+0,6	-0,1
Part des DELD	44,2%	0,0 pt	-1,0 pt	+0,2 pt	-0,4 pt

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T4 2023	Moyenne annuelle	
		2023	2022
Assurance chômage	89 650	87 620	84 900
Solidarité - Etat	8 420	8 720	10 210
Autres	2 510	2 400	2 120
Total DE indemnisés	100 580	98 740	97 230
Formation	6 890	6 430	7 150
Part des DE indemnisés* :			
BFC	48,0%		

Source : France Travail

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi indemnisés / DEFM de Cat. A, B, C, D, E en données brutes

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par France Travail pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à France Travail par motif

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T1 2024	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Fin de contrat	3 390	-3,1	-0,3	-2	-0,7
Fin de mission d'intérim	1 550	-6,1	-1,9	-5	-4,1
Démission	1 190	+2,6	+4,4	+0	+4,5
Rupture conventionnelle	1 310	+4,0	+0,8	+1	+2,3
Licenc. économique	410	+28,1	+57,7	+16	+27,1
Autre licenciement	1 230	+2,5	-6,1	+3	-8,3
Première entrée ⁽¹⁾	850	-7,6	-10,5	-7	-6,0
Retour d'inactivité ⁽²⁾	3 870	+1,6	-1,3	-1	-1,6
Réinscription rapide ⁽³⁾	3 450	-2,0	+0,6	-1	+2,0
Autre motif ⁽⁴⁾	1 280	-1,5	-1,5	+1	+5,9
Motif indéterminé	1 680	-1,8	+3,1	+1	+1,8
Total	20 210	-0,7	0,0	-1	+0,1

(1) Inscription à France Travail d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à France Travail par motif

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T1 2024	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	2 820	+1,4	-5,1	-0,9	+1,2
Entrée en stage ou formation	2 030	-11,7	-13,2	-4,4	-12,6
Arrêt de recherche**	1 930	+3,8	-3,5	+6,7	-0,6
dont maladie	1 170	-0,8	-2,5	+1,9	-0,4
Cessation d'inscription					
pour défaut d'actualisation	9 600	+4,7	-0,6	+8,8	+3,2
Radiation administrative	2 150	+7,5	+5,4	+2,2	+8,1
Autre cas ⁽²⁾	1 720	-0,6	+6,2	+3,4	+7,3
Total	20 260	+2,1	-1,8	+4,3	+1,4

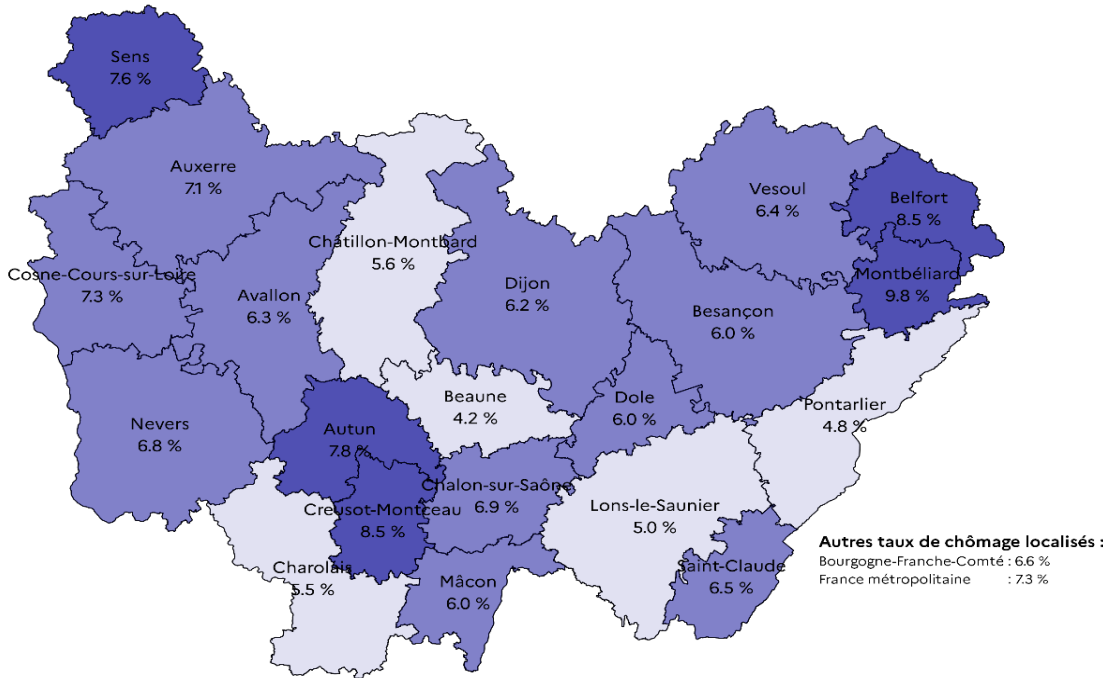
**Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de France Travail.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

Le taux de chômage par zone d'emploi

Taux de chômage localisés en moyenne sur le 4^{ème} trimestre 2023



Source : Insee, Taux corrigés des variations saisonnières

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	BFC			France
	T1 2024	Cumul 2024	Var.(%)/cumul 23	Var.(%)/cumul 2023
Contrats aidés (prescriptions) :				
PEC dont :				
jeunes	419	419	-45,2	-11,7
seniors	127	127	-44,8	-12,6
seniors	118	118	-	-
bénéficiaires RSA	109	109	-	-
DELD	218	218	-	-
TH	79	79	-	-
résidents QPV	57	57	-16,2	-9,2
résidents ZRR	138	138	-57,8	-14,3
éducation nationale	-	-	-58,8	-14,1
CIE Jeunes	210	210	-59,0	-21,6
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	2 627	2 627	+16,6	+5,4
dt résidents QPV	390	390	+40,8	nd
CEJ*	3 378	3 378	+10,4	+9,2
Aides à l'embauche :				
Emplois Francs**	145	145	-20,3	-16,3
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 4T 2023)				
- secteur public	155	1 037	+14,7	+8,5
- secteur privé	4 270	28 853	+2,3	+1,5

Les données France sont des données France entière

nd : non disponible

* Depuis le 01/03/2022, date de début du dispositif.

** Données arrêtées à la semaine 13

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	BFC		France
	T1 2024	Var.(%)/trim. année précédente	Var.(%)/trim. année précédente
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	1 607	-13,5	-0,8
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	10 011	-15,1	-12,4
CEJ*	5 016	+6,2	nd
IAE (au 3T 2023)	8 012	-3,2	-1,1
dont ACI	3 198	+1,0	+0,3
dont AI	2 703	-6,2	-5,4
dont EI	1 060	-2,8	+1,6
dont ETTI	1 051	-7,9	+1,2

Sources des tableaux :

Entrées :

PEC (Parcours Emploi Compétence), CIE Jeunes, Emplois Francs : DGEFP

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : ARML

(Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté, i-milo et DGEFP

CEJ (Contrat d'engagement jeune) : DGEFP

Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA)

IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

PEC : DARES

PACEA et CEJ : ARML de Bourgogne-Franche-Comté

IAE : ASP, traitement Dares

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	BFC			France
	T3 2023	Cumul 2023	Var.(%)/ cumul 22	Var.(%)/ cumul 2022
IAE	2 264	7 240	-8,5	-3,5
dont ACI	717	2 417	-6,9	-4,8
dont AI	726	2 266	-15,4	-4,2
dont EI	290	961	-0,2	-3,0
dont ETTI	531	1 596	-4,7	-0,6

Source : ASP, traitement Dares

IAE : Insertion par l'Activité Economique

ACI : Ateliers et Chantiers d'insertion

AI : Associations Intermédiaires

EI : Entreprises d'insertion

ETTI : Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion

► De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie.

Il est d'usage de distinguer :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (France Travail, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux.

Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

En 2021, la dépense pour l'emploi en France a été de 183 milliards (soit 7,3 points de PIB), dont 80 milliards consacrés aux mesures d'allègement/exonération ou d'aide à l'emploi des personnes vulnérables, 61 milliards aux allocations chômage ou d'activité partielle, 24 milliards à la formation professionnelle, 10 milliards à l'incitation à l'activité et 6 milliards pour l'accompagnement des personnes en recherche d'emploi.

[Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail | DARES \(travail-emploi.gouv.fr\)](https://travail-emploi.gouv.fr/les-dépenses-en-faveur-de-l'emploi-et-du-marché-du-travail)

Les entreprises

Créations d'entreprises

Données brutes	BFC	
	T1 2024	Evol./T1 2023 (en %)
Créations d'entreprises	8 742	+7,4
dont :		
Entreprises individuelles	1 268	+17,4
Micro-entrepreneurs	5 651	+6,5
Sociétés	1 823	+3,9
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneur	3 091	+9,0
dont :		
Industrie	514	+46,0
Construction	261	-16,3
Commerce	614	+7,3
Services	1 702	+6,4
Total des créations sur 12 mois glissés	11 334	-2,5

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

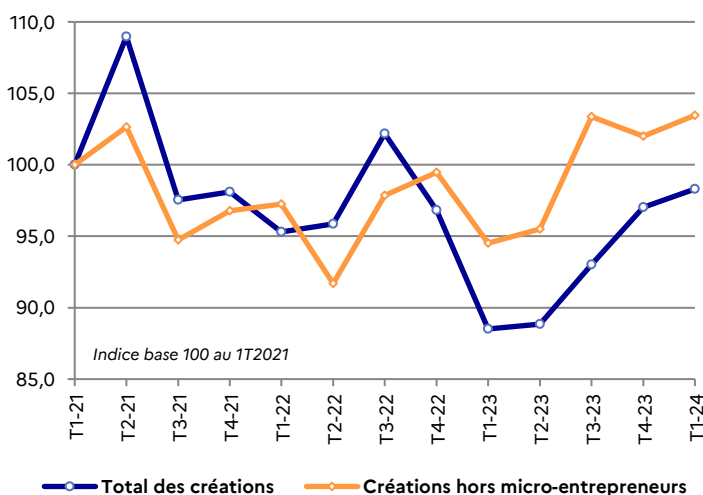
Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Avertissement :

Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises.

Pour en savoir plus : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation>.

Evolution des créations d'entreprises (données CVS)



—●— Total des créations —○— Créations hors micro-entrepreneurs

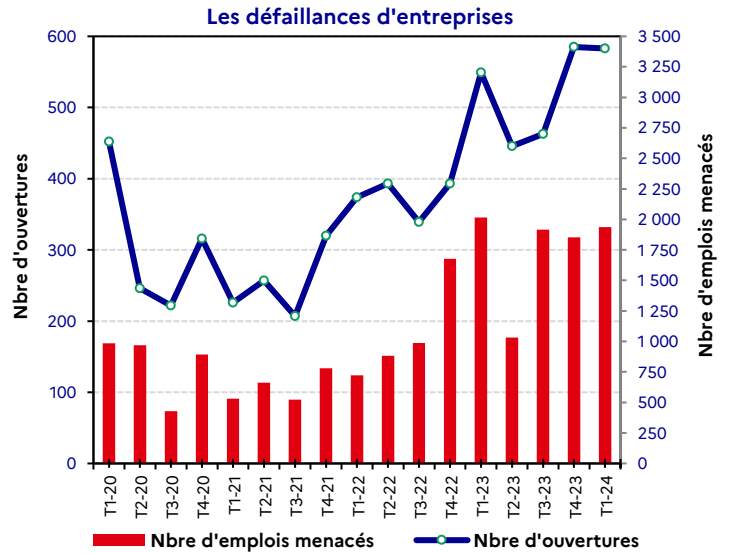
Défaillances d'entreprises

Ouvertures de procédures	BFC	
	T1 2024	Evol./T1 2023
	(en %)	
Nombre d'ouvertures de procédures	583	+6,2
dont :		
Sauvegardes	11	-8,3
Redressements judiciaires	180	+22,4
Liquidations judiciaires directes	392	+0,5
dont :		
PME de 50 sal. et plus	7	n.s.
Nombre d'emplois menacés	1 938	-3,9
dont :		
Agriculture	13	-27,8
Industrie	592	+22,8
Construction	264	+15,8
Commerce	224	-32,3
Services	845	-11,7
Total des ouvertures sur 12 mois glissés	2 077	+24,1

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

n.s. : non significatif

s : secret statistique



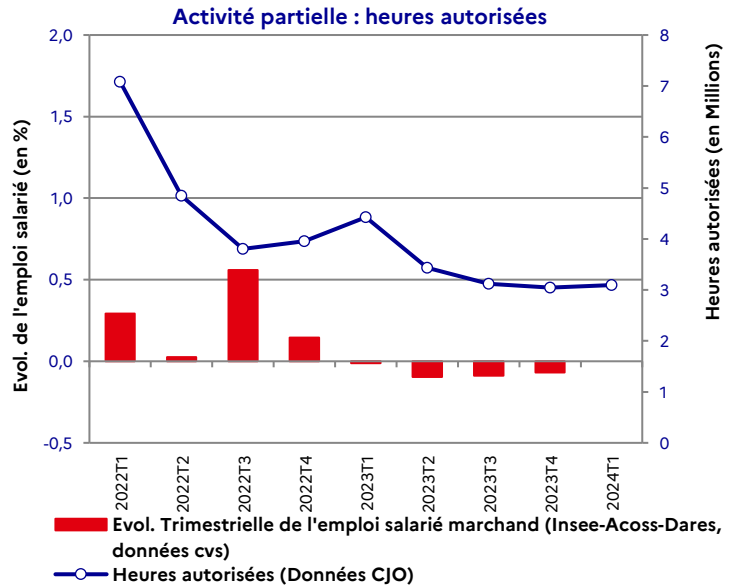
Activité partielle

Données CJO*	BFC	
	T4 2023	T1 2024
Heures autorisées		
Nombre de demandes en cours	529	538
Volume d'heures autorisées	3 045 084	3 094 507
dont :		
Agriculture	343	1 033
Industrie	2 632 257	2 574 332
Construction	51 349	133 157
Commerce	68 081	57 776
Services	293 054	328 209
Etablissements autorisés	492	486
dont :		
étabs de 50 sal. et plus	161	147
Nombre de salariés concernés**	32 381	31 346
Total heures autorisées 12 mois glissés	14 025 558	12 693 728

Source : DARES/Dreets BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre



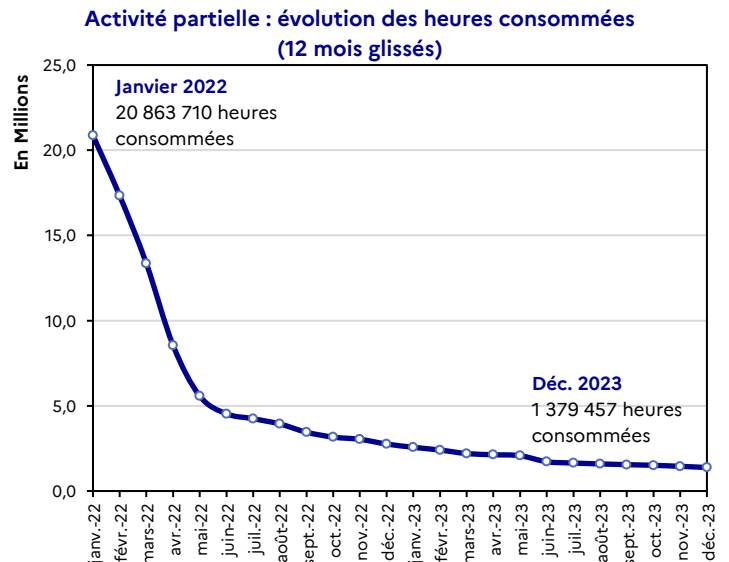
Heures consommées	BFC	
	T3 2023	T4 2023
Nombre d'heures consommées*	265 898	300 948
dont :		
Agriculture	0	196
Industrie	182 288	220 207
Construction	2 206	6 453
Commerce	28 278	29 324
Services	53 126	44 770
Etabs ayant consommé des heures	265	283
dont :		
étabs de 50 sal. et plus	80	83
Nombre de salariés concernés**	3 775	4 751
Total heures consommées 12 mois glissés	1 546 870	1 379 457

Source : DARES/Dreets BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre

Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées



Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Bourgogne - Franche-Comté		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
4e trimestre 2023						
Embauches		8 712	3 747	19 234	138 593	170 286
Répartition en %		5,1	2,2	11,3	81,4	100,0
dont en % :						
	CDD	47,8	47,9	62,6	87,4	81,7
	< 25 ans	31,8	35,2	49,8	23,2	26,9
	25 - 49 ans	50,0	52,0	36,5	47,9	46,8
	50 - 54 ans	7,2	6,3	4,8	9,7	9,0
	55 ans ou plus	11,0	6,5	8,9	19,2	17,3
	Femmes	39,6	11,9	58,5	63,9	60,9
Sorties		11 219	5 268	20 096	144 994	181 577
Répartition en %		6,6	3,1	11,8	85,1	100,0
dont en % :						
	Fins de CDD	31,4	28,6	51,4	83,4	75,1
	dont CDD < 1 mois	38,6	23,4	65,6	86,7	83,1
	Demissions	24,4	28,4	19,1	6,8	9,9
	Licenciements économiques	7,5	4,4	2,3	0,7	1,4
	Licenc. non économiques	10,9	14,1	7,2	2,7	4,0
	Retraite	6,8	3,5	2,0	0,9	1,4
	Ruptures Conventionnelles	6,0	9,0	4,2	1,3	2,2
	< 25 ans	21,8	26,6	43,4	21,9	24,4
	25 - 49 ans	48,6	53,3	39,5	48,2	47,4
	50 - 54 ans	9,0	7,5	5,3	9,8	9,2
	55 ans ou plus	20,6	12,6	11,9	20,1	19,0
	Femmes	36,7	10,3	56,4	63,4	59,5

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

Précautions d'utilisation

L'écart entre les entrées et les sorties mesuré chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acos et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

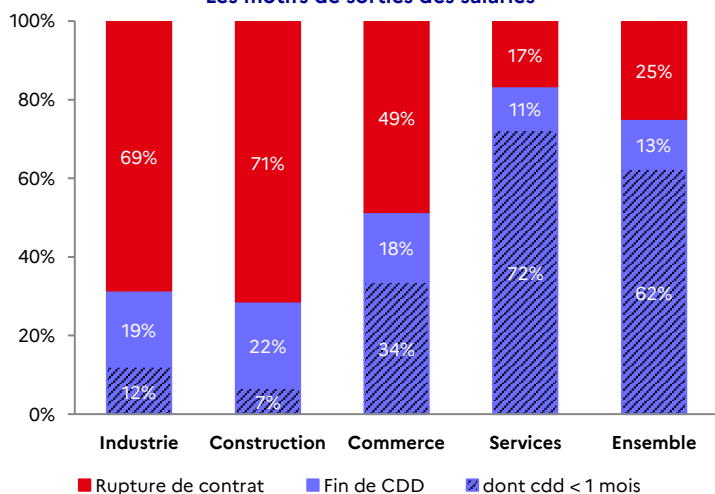
Pour en savoir plus :

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>

Source : Dares, MMO-données brutes

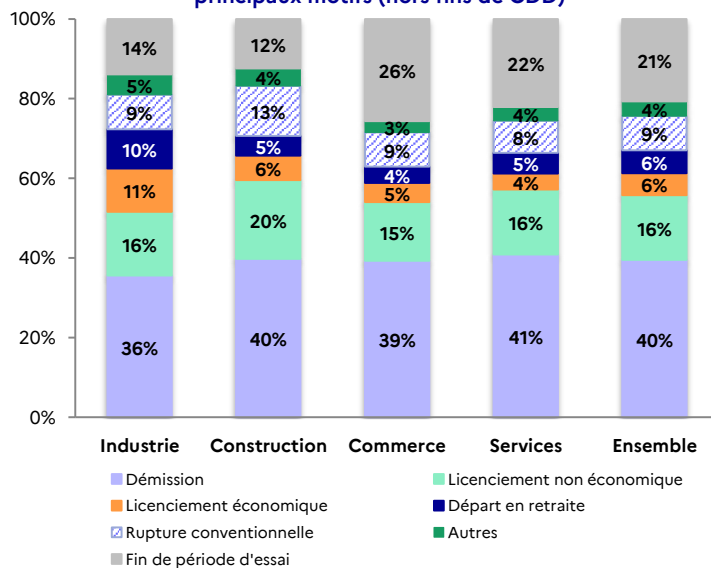
Lecture : Au 4e trimestre 2023 parmi les embauches dans l'industrie 47,8 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 7,5 % des sorties des salariés de l'industrie contre 1,4 % tous secteurs confondus.

Les motifs de sorties des salariés



Lecture : dans le commerce, 34 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

Les ruptures de contrats de travail selon les principaux motifs (hors fins de CDD)



Lecture : dans l'industrie, 36 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Bourgogne - Franche-Comté		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
4e trimestre 2023							
Actifs en emploi (en %)		10,3	59,4	13,8	16,5	52,0	30,7
Embauches		45 837	79 707	15 278	29 464	103 778	27 160
dont en % :							
	CDD	79,5	78,9	85,0	91,3	85,4	83,1
Sorties		44 316	86 086	16 705	34 470	107 953	26 255
dont en % :							
	Fins de CDD	74,5	72,8	78,6	79,7	80,6	79,5
	dont CDD < 1 mois	77,8	82,9	86,8	88,5	84,9	80,9
	Demissions	10,1	12,5	7,9	3,9	7,9	8,4
	Licenciements économiques	0,1	1,7	2,8	1,5	1,1	0,1
	Licenc. non économiques	5,3	3,9	3,8	2,9	2,9	3,8
	Retraite	0,0	0,0	0,1	7,5	1,0	0,0
	Ruptures Conventionnelles	0,9	3,1	2,1	1,3	1,7	0,7

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 91,3 % ont signé un CDD.

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2020, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

Avertissement :

Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus :

https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi_note

Bourgogne - Franche-Comté 4 ^{ème} trimestre 2023 (Données CVS)	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle	
	en nbre	en %	en nbre	en %	en nbre	en %	en nbre	en %		
Agriculture	17 930	+70	+0,4	+390	+2,2	18 080	+70	+0,4	+370	+2,1
Industrie	168 550	+270	+0,2	-120	-0,1	185 470	-230	-0,1	-1 840	-1,0
Industrie agro-alimentaire	28 060	+40	+0,1	-40	-0,1	30 730	-70	-0,2	-270	-0,9
Industries extractives, énergie, eau, déchets	11 680	+70	+0,6	-40	-0,3	12 270	+20	+0,1	-90	-0,8
Equipements élec. électron. info., autres machines	22 880	+30	+0,1	-120	-0,5	25 280	-40	-0,2	-330	-1,3
Matériels de transport	20 620	-70	-0,3	-640	-3,0	23 710	-290	-1,2	-1 180	-4,7
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	85 310	+210	+0,2	+710	+0,8	93 480	+160	+0,2	+40	+0,0
Construction	54 690	-60	-0,1	-490	-0,9	58 750	-80	-0,1	-750	-1,3
Commerce ; réparation auto.	127 390	-380	-0,3	-50	-0,0	130 080	-530	-0,4	-620	-0,5
Services marchands	242 990	+430	+0,2	+1 740	+0,7	252 140	+300	+0,1	+1 220	+0,5
Transports et entreposage	52 010	+220	+0,4	+950	+1,9	55 680	+150	+0,3	+880	+1,6
Hébergement et restauration	35 800	-240	-0,7	+340	+1,0	36 160	-190	-0,5	+310	+0,9
Information et communication	9 380	-10	-0,1	+120	+1,3	9 490	0	-0,0	+130	+1,4
Services financiers	21 430	+30	+0,1	+130	+0,6	21 540	+30	+0,2	+90	+0,4
Services immobiliers	6 960	-90	-1,3	-360	-4,9	7 040	-90	-1,3	-350	-4,7
Services aux entreprises	75 950	+420	+0,6	+270	+0,4	80 590	+340	+0,4	-70	-0,1
Services aux ménages	41 460	+110	+0,3	+290	+0,7	41 640	+60	+0,1	+230	+0,6
Services non marchands	351 560	+1 380	+0,4	+3 000	+0,9	352 570	+1 390	+0,4	+2 890	+0,8
Ensemble	963 120	+1 720	+0,2	+4 470	+0,5	997 090	+930	+0,1	+1 280	+0,1
dont privé						753 370	-120	-0,0	-1 060	-0,1
dont public						243 720	+1 050	+0,4	+2 330	+1,0

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

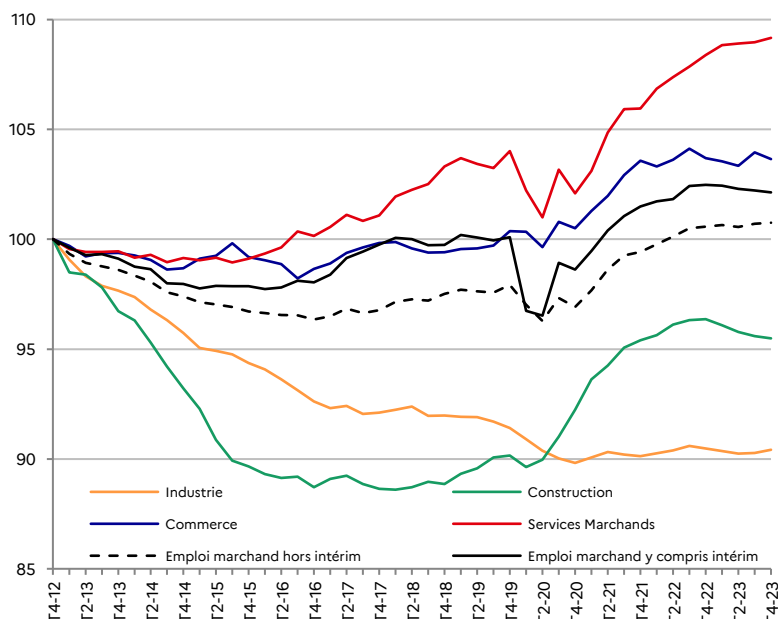
Traitement : Dreets BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire de la région qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre régional. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité de la région

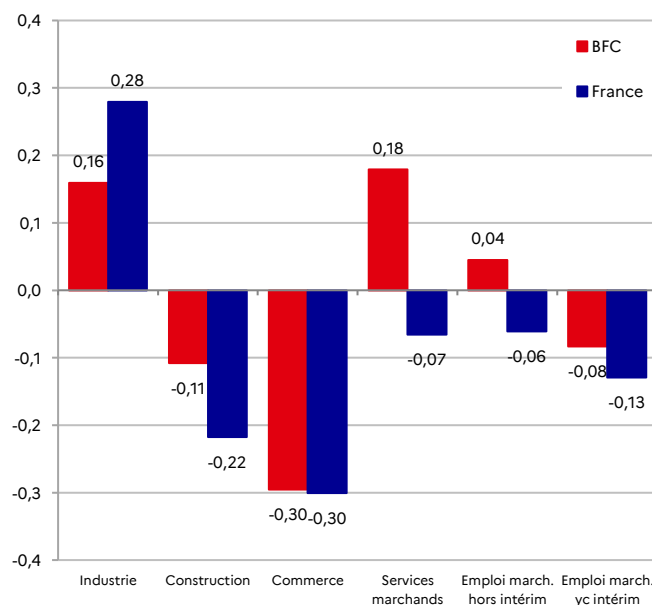
(base 100 au 31/12/2012)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans la région et au niveau national

(entre le 3^{ème} et le 4^{ème} trim. 2023, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Bourgogne - Franche-Comté 4 ^{ème} trimestre 2023 (Données CVS)	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾			Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾	
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	150	0,0	-12,5	0,8	-0,1	150	-6,3	-6,3	2,6	+0,5
Industrie	17 010	-3,8	-11,5	9,2	-1,1	17 250	-3,0	-9,7	2,7	+0,2
Construction	4 320	-0,7	-10,5	7,3	-0,7	4 170	0,0	-10,9	3,3	0,0
Commerce	2 630	-5,8	-17,5	2,0	-0,4	2 860	-4,0	-10,6	1,6	0,0
Services	10 020	+0,5	-3,2	4,0	-0,2	10 450	-1,4	-4,7	1,2	0,0
Ensemble	34 140	-2,3	-9,6	5,3	-0,5	34 880	-2,3	-8,5	2,1	0,0

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi-activité.

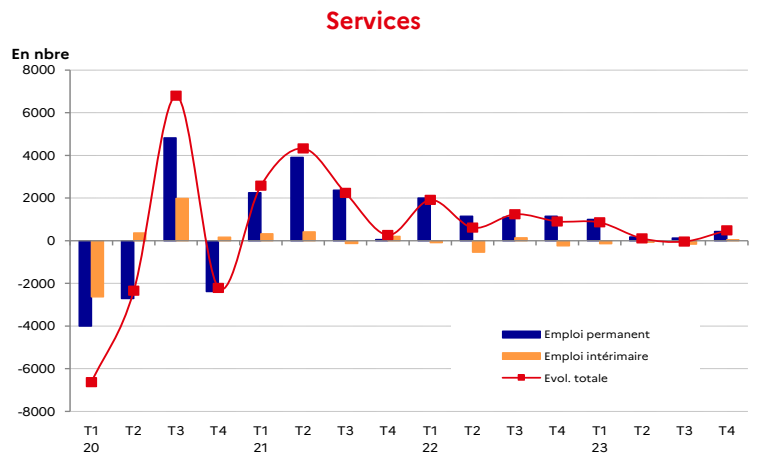
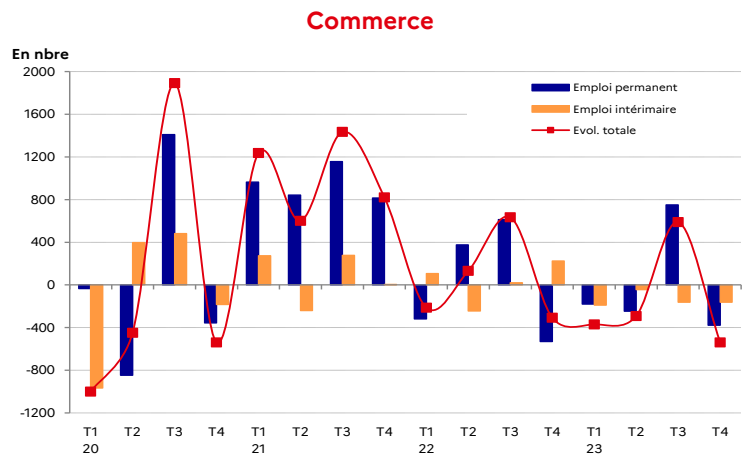
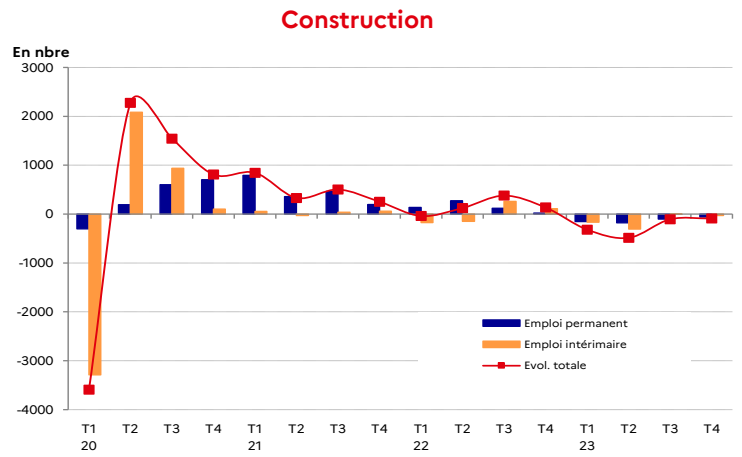
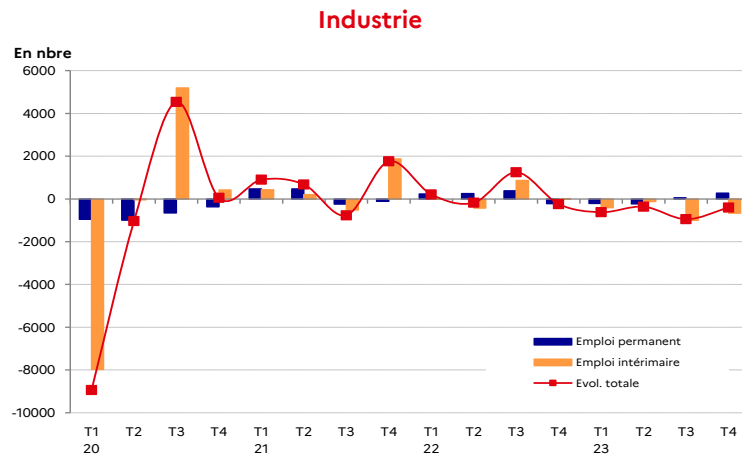
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
 - et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)
- Sources : Acooss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

L'emploi frontalier

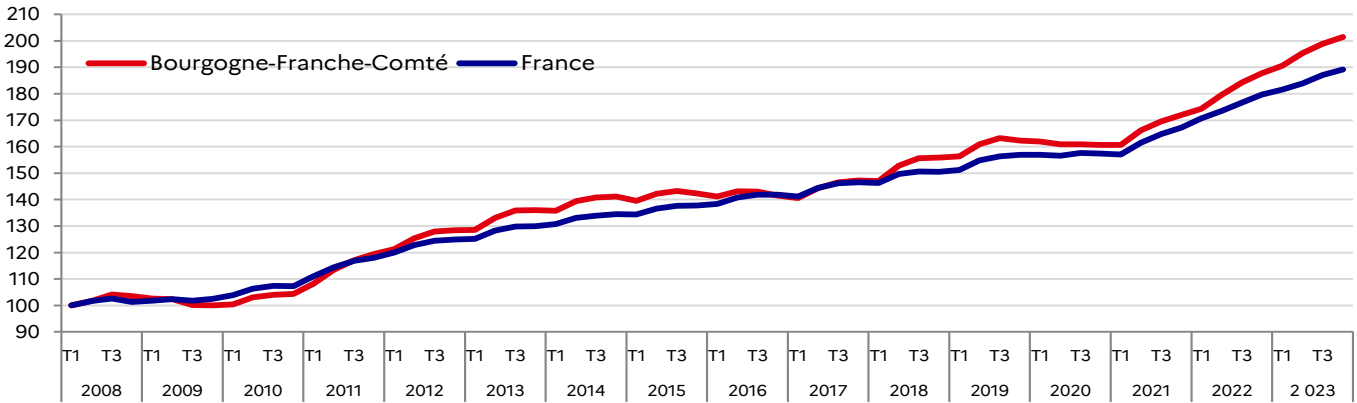
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

4 ^{ème} trimestre 2023	Actifs occupés RP 2020	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	249 510	222 550	22,3	+0,4	+2 000	+0,9	236	0,5	+4,9	+43	+22,3
Doubs	253 357	201 320	20,2	+0,3	+1 170	+0,6	33 625	70,8	+1,3	+2 083	+6,6
Jura	116 657	87 940	8,8	-0,0	+230	+0,3	7 876	16,6	+1,1	+559	+7,6
Nièvre	80 740	64 480	6,5	-0,4	-10	-0,0	21	0,0	+10,5	+6	+40,0
Haute-Saône	104 863	69 430	7,0	+0,0	-520	-0,7	756	1,6	+2,9	+91	+13,7
Saône-et-Loire	238 970	191 680	19,2	-0,2	-1 000	-0,5	233	0,5	-1,3	+25	+12,0
Yonne	145 687	109 800	11,0	-0,1	-480	-0,4	30	0,1	+15,4	+4	+15,4
Territoire de Belfort	64 451	49 880	5,0	+0,4	-110	-0,2	4 699	9,9	+1,4	+387	+9,0
BFC	1 254 237	997 090	100,0	+0,1	+1 280	+0,1	47 476	100,0	+1,3	+3 198	+7,2

Sources : INSEE - RP 2020; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

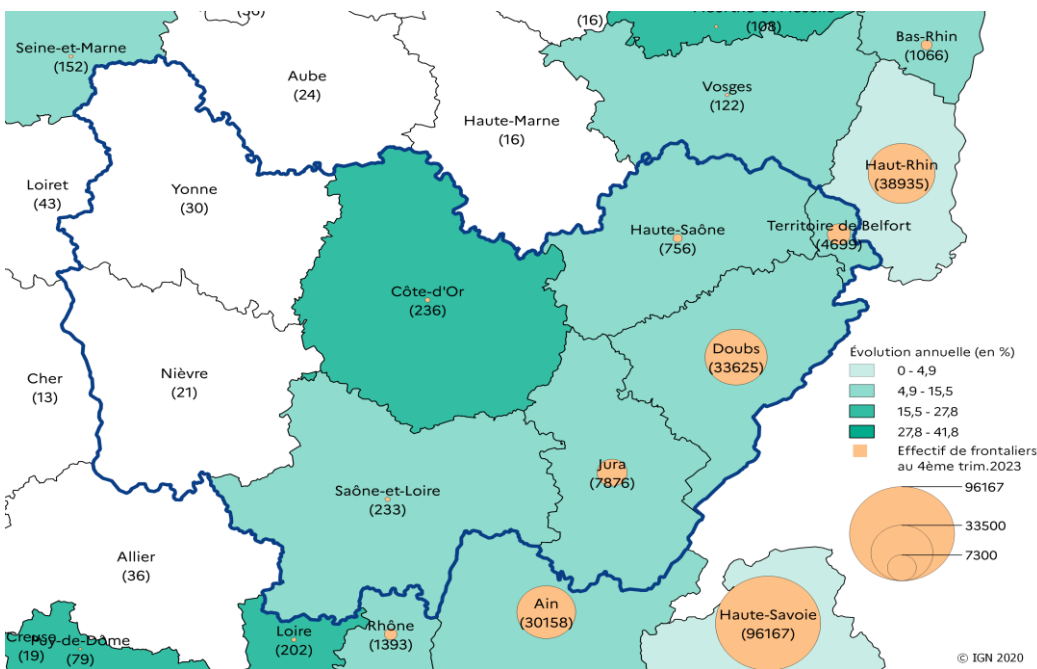
Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résident en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Source : OFS

Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de + 6,6 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 33 625 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

4 ^{ème} trimestre 2023	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS (au 3T 2023)	
	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle
<i>données brutes provisoires</i>								
Côte d'Or	9 577	-3,6	38 367	-1,0	8 980	+3,5	1 427	-10,3
Doubs	12 350	-1,4	33 477	-1,3	10 557	+1,6	1 533	-15,3
Jura	3 413	-4,0	15 763	-2,8	5 577	+4,2	587	-16,6
Nièvre	5 680	-0,8	14 033	-1,3	6 483	+1,8	710	-10,9
Haute-Saône	3 923	-3,0	15 233	-3,1	5 790	+4,1	890	-10,7
Saône-et-Loire	9 693	-5,7	37 113	-2,4	12 553	+4,1	1 773	-15,0
Yonne	8 663	-2,2	23 280	-3,1	7 887	+1,4	1 123	-10,4
Territoire de Belfort	4 153	-3,5	9 727	-2,0	2 603	+6,5	623	-10,1
BFC	57 453	-3,0	186 993	-2,0	60 430	+3,1	8 667	-12,7

* Moyenne trimestrielle.

- RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :

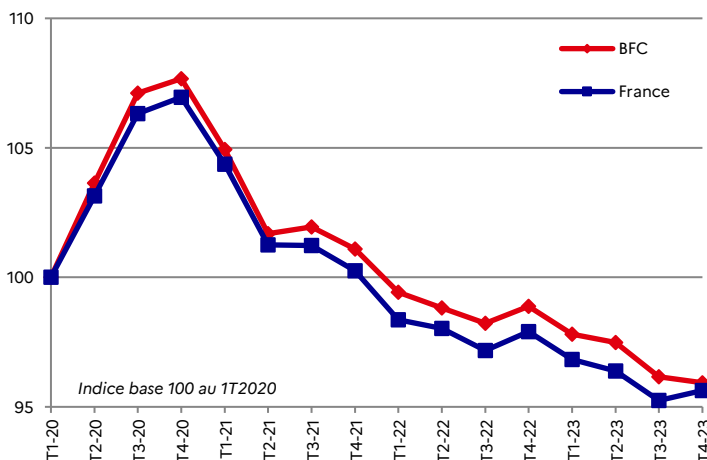
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

- ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :

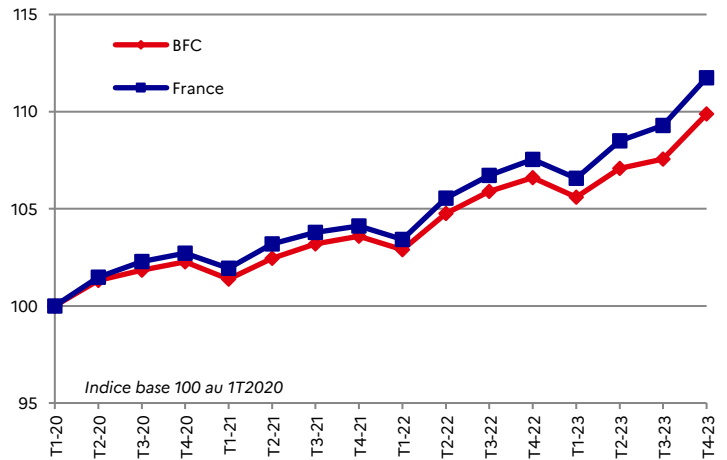
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; France Travail, FNA.

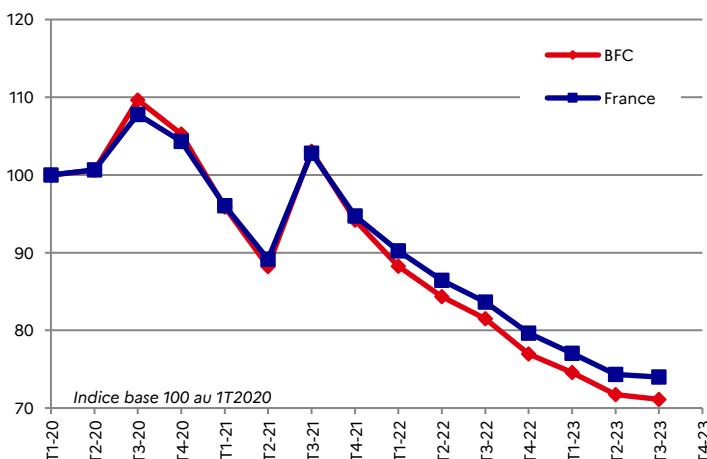
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



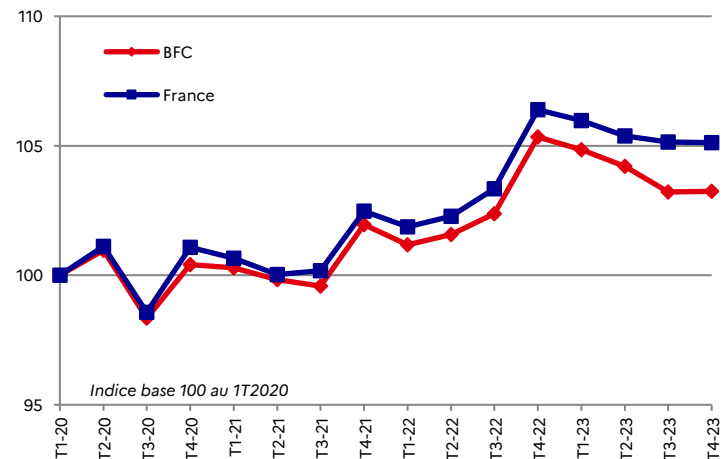
Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité



Les données départementales

Les demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
DEFM Cat. A - 1^{er} Trim. 24	18 000	21 410	7 820	6 610	8 240	19 520	12 750	6 860	101 220
Variation (en %) sur 1 Trim.	-0,3	+2,0	+0,3	+0,3	+1,9	-1,1	+1,6	+2,1	+0,7
Variation (en %) sur 1 an	-0,3	+3,6	-0,6	-0,8	+3,1	-0,2	+3,9	+4,3	+1,6
Hommes	9 310	11 510	4 050	3 580	4 320	9 920	6 750	3 600	53 040
Femmes	8 690	9 900	3 770	3 030	3 920	9 600	6 000	3 260	48 170
<25 ans	2 560	3 130	1 100	1 010	1 270	2 690	1 910	1 010	14 680
25-49 ans	10 620	12 700	4 410	3 590	4 530	10 720	7 180	4 010	57 760
>50 ans	4 820	5 580	2 310	2 010	2 440	6 100	3 660	1 850	28 770
DELD (Cat. A, B, C)	16 530	17 210	7 050	5 300	7 000	18 310	10 430	4 850	86 680
Taux de chômage 4 ^{ème} Trim. 23	5,9	6,7	5,4	6,8	6,6	6,8	7,2	8,6	6,6

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares ; Insee

Les difficultés d'entreprises

	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
Défaillances 1^{er} Trim. 24									
Nbre ouvertures procédures	135	98	54	33	38	123	82	20	583
Evolution annuelle (en %)	+29,8	-10,9	-5,3	-17,5	0,0	+23,0	+12,3	-25,4	+6,2
Trav. Temporaire 4^{ème} Trim. 23									
Effectifs	6 310	7 410	3 550	1 610	2 950	6 560	4 210	1 520	34 140
Evol./trim. précédent (en %)	-1,4	-3,8	+1,4	-3,6	-1,9	-4,9	-1,7	+3,2	-2,3
Activité Partielle 4^{ème} Trim. 23									
Nbre d'heures consommées	37 822	112 321	23 344	19 775	26 560	36 123	25 889	19 114	300 948
Evol./trim. précédent (en nbre)	+10 582	+667	+875	+9 254	+672	+14 129	+2 369	-3 497	+35 051

Sources : Défaillances : Société ALTARES-BODACC ; Travail temporaire : DARES (DSN) et France Travail ; Activité partielle : DARES/Dreets BFC

Les politiques d'emploi

Données provisoires	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
PEC 1^{er} Trim. 24	43	96	51	31	38	76	59	25	419
Cumul 2024	43	96	51	31	38	76	59	25	419
PACEA 1^{er} Trim. 24	393	532	144	183	278	597	301	199	2 627
Cumul 2024	393	532	144	183	278	597	301	199	2 627
IAE 3^{ème} Trim. 23	327	416	232	209	151	357	451	121	2 264
Cumul 2023	1 138	1 312	801	652	487	1 262	1 230	358	7 240
Apprentissage 4^{ème} Trim. 23	977	963	390	312	334	748	455	246	4 425
Cumul 2023	6 911	6 642	2 703	1 901	2 142	5 315	2 859	1 417	29 890

Sources : CAE-PEC : DGEFP ; PACEA : I-Milo et DGEFP ; IAE : ASP, traitement DARES ; Apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA) - Tous secteurs

Les effectifs salariés dans les grands secteurs d'activité

Emploi salarié total (marchand et non marchand)

4 ^{ème} Trim. 2023	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
Agriculture :									
Effectif	5 240	1 880	1 660	1 240	1 230	3 450	3 140	100	17 930
Evol./trim. Précédent	+1,5	+1,8	+2,3	+1,3	+0,7	-5,2	+2,8	+3,2	+0,4
Industrie :									
Effectif	26 690	39 090	19 200	8 590	15 610	34 460	17 420	7 490	168 550
Evol./trim. Précédent	-0,2	+0,1	+0,3	+0,7	+0,3	+0,5	-0,6	+0,6	+0,2
Construction :									
Effectif	12 880	10 000	5 680	3 190	3 580	11 420	5 810	2 150	54 690
Evol./trim. Précédent	+0,4	-0,7	+1,0	+0,4	-0,5	-0,6	-0,3	-0,5	-0,1
Tertiaire (y compris intérim) :									
Effectif	177 750	150 360	61 410	51 460	49 010	142 340	83 430	40 150	755 910
Evol./trim. Précédent	+0,4	+0,4	-0,3	-0,6	-0,0	-0,2	-0,2	+0,4	+0,1
Total :									
Effectif	222 550	201 320	87 940	64 480	69 430	191 680	109 800	49 880	997 090
Evol./trim. Précédent	+0,4	+0,3	-0,0	-0,4	+0,0	-0,2	-0,1	+0,4	+0,1

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - données CVS